



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Plate-forme commissariat Est
Division Achats Publics**

NETTOYAGE DES LOCAUX COMMUNS

AU PROFIT

**DES UNITÉS OU FORMATIONS BÉNÉFICIAIRES SOUTENUES
PAR LE
GSC DE MOURMELON-LE-GRAND**

(articles L.2112-2 et L.2113-12 du code de la commande publique)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Numéro de consultation : **DAF_2025_000371**

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Date Limite de Remise des Offres (DLRO) : **le 25/09/2025 à 15h00**

TABLE DES MATIERES

Article 1 – ACHETEUR.....	3
Article 2 – OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
Article 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
3.1 PROCÉDURE DE PASSATION.....	3
3.2 ALLOTISSEMENT	3
3.3 FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ	4
3.4 DURÉE DU MARCHÉ	4
3.5 LIEU D'EXÉCUTION	5
3.6 VARIANTE	6
3.7 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES	6
3.8 CLAUSES SOCIALES	6
3.9 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	8
3.10 TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	8
Article 4 – INFORMATION DES CANDIDATS.....	8
4.1 CONTENU DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	8
4.2 MODALITÉS DE RETRAIT ET DE CONSULTATION DES DOCUMENTS	9
4.3 MODIFICATION DE DÉTAIL DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	9
4.4 QUESTIONS-RÉPONSES	9
4.5 VISITE SUR SITE.....	9
Article 5 – CANDIDATURE.....	10
5.1 INTERDICTION DE SOUMISSIONNER	10
5.2 INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER EN CAS DE GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES ET DE SOUS-TRAITANCE	10
5.3 PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE	10
5.4 JUSTIFICATIFS ET MOYENS DE PREUVES À TRANSMETTRE CONCERNANT L'APTITUDE ET LES CAPACITÉS DU CANDIDAT	11
5.5 TRANSMISSION DES JUSTIFICATIFS ET MOYEN DE PREUVE CONCERNANT L'APTITUDE ET LES CAPACITÉS DU CANDIDAT	11
5.6 EXAMEN DES CANDIDATURES	12
5.7 PRÉCISION CONCERNANT LE GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	12
5.8 PRÉCISIONS SUR LA SOUS-TRAITANCE	12
Article 6 – OFFRE	13
6.1 PRÉSENTATION DE L'OFFRE	13
6.2 EXAMEN DES OFFRES	13
6.3 DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES	15
Article 7 – MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS	15
7.1 DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES PLIS.....	15
7.2 CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS	15
Article 8 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ	17
8.1 DOCUMENT À FOURNIR	17
8.2 MISE AU POINT	18
8.3 SIGNATURE DU MARCHÉ	18
Article 9 – LANGUE.....	18
Article 10 – CONTENTIEUX.....	18
Article 11 – ANNEXES AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	19

Article 1 – ACHETEUR

Ministère des Armées
PLATE-FORME COMMISSARIAT EST
Division Achats Publics
Section d'achat N° 4
10, rue d'Asfeld CS 82004 57044 METZ CEDEX 1
Téléphone : 03.87.15.52.32
Courriel : pfc-est.resp-pil-prog.fct@intradef.gouv.fr

La Plate-Forme Commissariat Est (PFC Est) agit pour toutes les formalités de :

- lancement de la consultation ;
- notification du marché ;
- résiliation du marché ;
- modification au marché ;
- suivi administratif du marché ;
- contentieux amiable.

Son directeur est désigné Pouvoir Adjudicateur (PA).

Article 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché a pour objet : le Nettoyage des locaux communs au profit des unités ou formations bénéficiaires soutenues par le GSC de Mourmelon-le-Grand.

Le marché est un marché de : **Services**

Conformément à l'**article L.1224-1 du Code de travail**, le titulaire du futur marché, qui entre dans le champ d'application de la convention collective des entreprises de nettoyage, doit prendre en compte dans son offre la reprise du personnel affecté à ces missions avec les mêmes salaires et avantages.

La liste des personnels en place, communiquée par le prestataire actuel sous sa responsabilité, figure en annexe 4 du présent RC.

La reprise totale ou partielle du personnel n'exonère pas l'entreprise attributaire de l'exécution des mesures d'insertion par l'activité économique de l'article « clauses sociales » du présent règlement.

Article 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 PROCÉDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

3.2 ALLOTISSEMENT

Si allotissement :

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
1	SUIPPES – VOUZIER-SÉCHAULT
2	CHALONS-EN-CHAMPAGNE – BOUY
3	CHATRES
4	MAILLY-TROYES
5	CIRFA DE REIMS

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.

Le nombre de lots qui pourra être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité.

3.3 FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions de l'article L.2124-2 et des articles R.2161-2 et suivants du code de la commande publique.

Il entre dans la catégorie des marchés de service.

Il est passé en partie sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour les prestations à la demande, avec un maximum et soumis aux **articles L.2125-1, R. 2162- 1 et suivants et R.2162-13 et suivants du code de la commande publique**.

Il peut prendre l'appellation de « marché » dans l'ensemble des documents de la consultation.

Prestations similaires :

A la demande du pouvoir adjudicateur, des marchés ultérieurs de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché pourront être exécutées par le même titulaire en vertu de l'**article R. 2122-7 du code de la commande publique** (marché négocié sans nouvelle mise en concurrence, passé dans les **3 (trois)** ans suivant la notification du marché initial).

Le montant total pris en compte pour définir les modalités de la présente consultation est de : **3 140 194 euros Hors Taxe (HT)** pour l'ensemble des lots.

Décomposition des prestations :

Concernant les prestations programmées

Les prestations programmées s'exécutent sans bon de commande.

Le montant annuel forfaitaire hors taxe (HT) des prestations programmées est inscrit à l'acte d'engagement.

Concernant les prestations à la demande

Les prestations à la demande s'exécutent avec bons de commande.

Chaque lot est passé sans montant minimum.

Pour chaque lot, les montants maximum annuel concernant les prestations à la demande sont fixés en global comme suit :

Lot n°	Intitulé	Montant maximum annuel HT du marché fixé à
1	SUIPPES – VOUZIER-SÉCHAULT	100 000 €
2	CHALONS-EN-CHAMPAGNE – BOUY	30 000 €
3	CHATRES	100 000 €
4	MAILLY-TROYES	600 000 €
5	CIRFA DE REIMS	5 000 €

Pour chacun des lots, les montants minimums s'apprécieront globalement en fin de marché sur la durée totale effective. Dans le cadre d'une exécution inférieure à **un (1) an**, les montants seront calculés au prorata temporis, sur une base mensuelle de **trente (30) jours calendaires**.

3.4 DURÉE DU MARCHÉ

Pour chaque lot, l'accord-cadre prend effet à compter de sa date de début d'exécution fixée au **01/01/2026** ou au lendemain de sa notification si celle-ci est postérieure, jusqu'au **31/12/2026**.

Cette durée s'entend hors reconduction(s) éventuelle(s).

Pour chaque lot, l'accord-cadre est reconductible de manière expresse, sur décision du Pouvoir Adjudicateur

(PA) au plus tard **deux (2) mois** avant la date d'échéance du marché et pour une durée ne pouvant excéder **quarante-huit mois (48) mois** au total.

Le nombre de reconductions et leur période respective sont définis comme suit :

- Reconduction 1 : du 01/01/2027 au 31/12/2027
- Reconduction 2 : du 01/01/2028 au 31/12/2028
- Reconduction 3 : du 01/01/2029 au 31/12/2029

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

3.5 LIEU D'EXÉCUTION

Les prestations seront réalisées aux adresses suivantes :

▪ LOT 1 : SUIPPES – VOUZIER-SÉCHAULT

40°RA Quartier Maunoury 51600 SUIPPES	CTAS Camp de Suippes 51600 SUIPPES
40°RA – CINEMA Quartier Ferrié 51600 SUIPPES	USID Quartier Nantivet 51600 SUIPPES
2° Compagnie du CAPCIA - CETIA Quartier Mangin 51600 SUIPPES	DRSD Quartier Maunoury 51600 SUIPPES
132°RIC Ferme du Piémont 51600 SUIPPES	DET. 8RMAT Quartier Fayolles 51600 SUIPPES
24° Groupe vétérinaire Ferme de Piémont 51600 SUIPPES	31° Antenne médicale Quartier Joffre 51600 SUIPPES
Pôle GSC Suippes Quartier JOFFRE 51600 SUIPPES	Détachement du 25°RGA 08250 Vouziers-Séchault
Echelon social et Défense mobilité Quartier FOCH 51600 SUIPPES	

▪ LOT 2 CHALONS-EN-CHAMPAGNE – BOUY

USID Rue de la charrière 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE	CSNJ-DMD 1A avenue du général SARRAIL 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE
SMV Rue du camp d'Attila 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE	CRE BOUY Route de Bar le duc RD 994 51400 BOUY
CSNJ-DMD 1A avenue du général SARRAIL 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE	HQG Rue PASTEUR 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE
CRE BOUY Route de Bar le duc RD 994 51400 BOUY	HQG Rue PASTEUR 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

▪ **LOT 3 ELOCA de CHATRES :**

ELOCA Ancienne Génération – Route départementale 619 – 10510 CHATRES	ELOCA Nouvelle Génération – 1 ZI « Le Champ Potet » - 10510 CHATRES
---	--

▪ **LOT 4 MAILLY-TROYES :**

CENTAC Imm01-Imm02-Imm03-Imm05-Imm06-Imm08-Imm09 10230 MAILLY-LE-CAMP	Antenne USID Imm01 10230 MAILLY-LE-CAMP
FECS Imm01-Imm05 10230 MAILLY-LE-CAMP	Antenne CIRISI Imm01 10230 MAILLY-LE-CAMP
5eRD Imm01-Imm02-Imm05 10230 MAILLY-LE-CAMP	ASA Imm01 10230 MAILLY-LE-CAMP
CECPC Imm02 10230 MAILLY-LE-CAMP	GSC – Pôle MAILLY Imm01-Imm05-Imm08 10230 MAILLY-LE-CAMP
52è antenne médicale Imm05 10230 MAILLY-LE-CAMP	DMD-CIRFA 1 Rue du 1er Bataillon de chasseurs à pied 10000 TROYES

▪ **LOT 5 CIRFA de Reims :**

CIRFA REIMS 7 rue DESAUBEAU 51 000 REIMS
--

3.6 VARIANTE

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variante à leur initiative.

3.7 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

Aucune Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE) n'est prévue.

3.8 CLAUSES SOCIALES

Dans le cadre de la politique de développement durable et conformément aux prescriptions **de l'article L.2112-2 et de l'article R. 2152-7 du code de la commande publique**, les candidats **devront** réserver un volume horaire à des personnes en parcours d'insertion qu'ils auront porté dans la déclaration d'insertion qui sera annexée à l'acte d'engagement du présent marché (jointe au présent dossier).

Dans ce cadre, le titulaire **s'engage** à réaliser le nombre **minimum** d'heures annuelles d'insertion suivant :

LOT	Libellé du lot	Nombre d'heures annuel d'insertion à réaliser
1	SUIPPES – VOUZIER-SÉCHAULT	71,75
2	CHALONS-EN-CHAMPAGNE – BOUY	24,5
3	CHATRES	36
4	MAILLY-TROYES	215,25
5	CIRFA DE REIMS	5

Conformément à l'**article 16.1.1 du CCAG/FCS**, le dispositif d'insertion concerne les personnes qui se trouvent notamment dans l'une des situations suivantes :

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- jeunes de moins de 26 ans sortis du système scolaire sans qualification ;
- jeunes diplômés de moins de 26 ans justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ;
- demandeurs d'emploi de plus de 50 ans éloignés de l'emploi ;
- demandeurs d'emploi de longue durée sans activité ou en activité partielle ;
- habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés
- bénéficiaires des dispositifs et prestations de solidarité (Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation Adulte Handicapé (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), etc.).

Personnes recrutées et accompagnées dans le cadre d'un dispositif d'insertion :

- personnes prises en charge dans le secteur du travail protégé et adapté (Entreprise Adaptée (EA), Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT)) ;
- personnes prises en charge dans une structure d'insertion par l'activité économique (Structure d'Insertion pour l'Activité Economique (SIAE), régies de quartier ou de territoires agréées) ;
- bénéficiaires d'un autres dispositif d'insertion (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIC), Etablissement Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), Ecole de la 2ème Chance (E2C), etc.).

Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire :

En application de l'**article 16.1.2 du CCAG/FCS**, le titulaire du marché s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs fixés, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- embauche directe par l'entreprise titulaire du marché (Contrat de travail à Durée Indéterminée (CDI), Contrat à Durée Déterminée (CDD), contrats en alternance) ;
- recours à un organisme de mise à disposition de salariés (Association Intermédiaire (AI), Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), GEIQ, Entreprise de Travail Temporaire (ETT)) ;
- recours à la cotraitance ou à la sous-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique, du secteur adapté ou secteur protégé.

L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché.

Le choix de la modalité retenue peut être présenté :

- soit par le candidat lors de la remise de son offre ;
- soit par le titulaire du marché au cours de l'exécution de celui-ci.

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, un dispositif d'accompagnement des entreprises par un facilitateur est mise en place.

Les coordonnées du/des facilitateur(s) désigné(s) sur ce marché figurent ci-dessous :

STRUCTURE FACILITATRICE
Mission locale de l'arrondissement de Châlons-en-Champagne 8 avenue de la gare 51 000 Châlons-en-Champagne
Mme FRIQUI Amel 03 26 68 54 02 amel.frioui@ml-chalons.fr

3.9 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de **L.2112-2 du code de la commande publique**, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental :

Ces conditions sont indiquées à l'**article 8.2 du CCTP**.

3.10 TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le présent marché ne comporte pas de données à caractère personnel autre que les données figurant sur la liste des personnes devant intervenir dans le cadre de l'exécution du présent marché. Ces données ne sont utilisées qu'à des fins contractuelles lors de phases de notification, passation ou exécution du marché.

Article 4 – INFORMATION DES CANDIDATS

4.1 CONTENU DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des éléments suivants :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- Les annexes au RC :

ANNEXE 1	Modalités de signature électronique ;
ANNEXE 2	Attestation de visite ;
ANNEXE 3	Estimation des commandes ;
ANNEXE 4	Reprise du personnel.

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Les annexes au CCAP ;

ANNEXE 1	Fiche Mensuelle de Service Fait (FMSF) ;
ANNEXE 2	Compte Rendu Trimestrielle (CRT) ;
ANNEXE 3	Fiche de contrôle calcul taux de satisfaction ;
ANNEXE 4	Clause incitatives.

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Les annexes au CCTP (1 annexe par lot) :

ANNEXE 1	Description des locaux, avec fréquences de passage ;
ANNEXE 2	Description des opérations de nettoyage par nature de local.

- Les annexes à l'acte d'engagement (ATTRI 1) (1 annexe par lot) :

ANNEXE 1	Mémoire technique ;
ANNEXE 2	Attestation de sécurité ;
ANNEXE 3	Déclaration d'insertion par l'activité économique ;
ANNEXE 4	Volumes horaires annuels dans le périmètre des prestations programmées ;
ANNEXE 5	Bordereau de prix relatif aux prestations programmées ;
ANNEXE 6	Bordereau de prix relatif aux prestations à la demande.

4.2 MODALITÉS DE RETRAIT ET DE CONSULTATION DES DOCUMENTS

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

4.3 MODIFICATION DE DÉTAIL DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Des modifications de détail peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **6 (six) jours** avant la date limite de remise des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté dans les conditions prévues à **l'article R.2151-4 du code de la commande publique**.

4.4 QUESTIONS-RÉPONSES

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires, envoyées en temps utile, sur les documents de la consultation sont transmises aux candidats au plus tard, **6 (six) jours calendaires**, avant la date limite fixée pour la réception des offres.

4.5 VISITE SUR SITE

Tous les soumissionnaires devront impérativement visiter les sites de la Base de Défense avant l'établissement de leur proposition.

La visite des sites s'effectuera :

Lot 1 : du 25 au 27/08 et du 1^{er} au 03/09 ;

Lot 2 : les 27 et 28/08 et du 1^{er} au 04/09 ;

Lot 3 : du 25/08 au 04/09 ;

Lot 4 : du 25/08 au 04/09 ;

Lot 5 : les 27 et 28 août et du 1^{er} au 04/09.

Ils devront faire parvenir **quarante-huit (48) heures** au moins avant la visite les éléments nécessaires (Cf. annexe 2 du présent règlement) pour l'autorisation d'accès au site. Pour cela, ils doivent prendre contact avec le représentant du **GSC** dont les coordonnées sont indiquées en annexe 2 du présent règlement.

Les attestations jointes au présent RC devront obligatoirement être visées par le représentant du Pouvoir Adjudicateur chargé de la visite.

Lors de la visite, il ne sera répondu qu'aux seules questions relatives aux informations mentionnées dans le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières.

Les plans détaillés des quartiers seront présentés aux candidats lors de la visite du site.

Si des questions précises venaient à nécessiter une mise au point, celles-ci devront être posées au représentant du pouvoir adjudicateur qui répondra impérativement par écrit à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation.

Toute question sera traitée conformément à l'article "Questions-Réponses" ci-dessus.

La distribution de questionnaires écrits sur site n'est pas autorisée.

Article 5 – CANDIDATURE

5.1 INTERDICTION DE SOUMISSIONNER

Conformément aux dispositions des articles **L.2141-1 et suivants du code de la commande publique**, le candidat ne doit pas être dans un des cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, l'acheteur. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

5.2 INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER EN CAS DE GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES ET DE SOUS-TRAITANCE

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion **dans un délai de dix (10) jours calendaires** à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, **dans un délai de dix (10) jours calendaires** à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

5.3 PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

5.3.1 *Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)*

Partie IV – B :	Chiffre d'affaires annuel « général » des trois (3) derniers exercices maximum.
Partie IV – B :	Chiffre d'affaires annuel dans le domaine d'activité couvert par le marché des trois (3) derniers exercices maximum.
Partie IV - C :	Les principaux services de même nature réalisées sur les trois (3) dernières années , le cas échéant.
Partie IV – C :	Les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres pendant les trois (3) dernières années .
Partie IV – C :	L'outillage, le matériel et l'équipement technique dont dispose la société.
Partie IV – D :	Le cas échéant, le candidat mentionnera ses éventuels certificats établis par des organismes indépendants concernant les normes d'assurance qualité.

5.3.2 *Candidature hors DUME*

La candidature hors DUME est néanmoins possible, dans ce cas, les candidats doivent transmettre les documents suivants :

- une lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>) ;
- une déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>).

Complétude du Formulaire DC2	
Cadre E2 :	Références de certificats de qualité attestant le cas échéant que l'opérateur économique se conforme aux normes d'assurance qualité.
Cadre F1 :	Chiffre d'affaires annuel « général » des trois (3) derniers exercices maximum et chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des trois (3) derniers exercices maximum.
Cadre G1 :	Effectifs moyens annuels et nombre de cadres.
	Equipement technique, outillage et matériel dont dispose la société.
	Principaux services de même nature réalisés sur les trois (3) dernières années , le cas échéant.

5.4 JUSTIFICATIFS ET MOYENS DE PREUVES À TRANSMETTRE CONCERNANT L'APTITUDE ET LES CAPACITÉS DU CANDIDAT

Les candidats transmettent les justificatifs et moyens de preuves suivants concernant leurs aptitude et capacités :

- copie du jugement prononcé si le candidat est en redressement judiciaire ;
- description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : Ces documents doivent faire apparaître expressément l'identité et la capacité de la (des) personne(s) habilitée(s) à engager l'entité candidate, quelle que soit la forme juridique de cette entité (société, artisan, association ou autre).

Exemples :

- carte professionnelle ;
- déclaration de constitution d'association en préfecture (accompagnée d'une délibération nommant le directeur) ;
- ...

En cas de transfert de cette capacité à une autre personne, ce transfert devra être prouvé par la production d'un mandat, d'un pouvoir, ou d'une délégation signé(e) par une personne officiellement habilitée à engager la société. Toute subdélégation devra être prouvée dans les mêmes termes ;

- preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- certificats de qualité, ou équivalent, attestant que le candidat se conforme aux normes d'assurance de qualité le cas échéant.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

5.5 TRANSMISSION DES JUSTIFICATIFS ET MOYEN DE PREUVE CONCERNANT L'APTITUDE ET LES CAPACITÉS DU CANDIDAT

Les justificatifs et les moyens de preuve sont fournis par le seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir directement par

le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

En outre, les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent, dans leur candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

5.6 EXAMEN DES CANDIDATURES

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé dans la demande de complément. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées.

Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées.

L'appréciation des capacités professionnelles techniques et financières d'un groupement est globale.

5.7 PRÉCISION CONCERNANT LE GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement dans les conditions **prévues aux articles R. 2142-19, R. 2142-20 et R.2142-22 et suivants du code de la commande publique**. Dans ce cas, la solidarité est exigée pour l'exécution du marché soit du groupement, soit de son mandataire, en cas de groupement conjoint, et ce à l'égard de chacun des membres du groupement.

Les documents, dont une signature est demandée au titre de la présente consultation, devront être signés par l'ensemble des entreprises groupées ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

5.8 PRÉCISIONS SUR LA SOUS-TRAITANCE

5.8.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

5.8.2 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Article 6 – OFFRE

6.1 PRÉSENTATION DE L'OFFRE

Le candidat présentera un dossier pour chaque lot auquel il soumissionne comprenant :

- l'**attestation de visite** des emprises du lot concernées jointe en annexe 2 du lot concerné au présent RC ;
- Ainsi que **les annexes suivantes** du lot concerné :

ANNEXE 1	Mémoire technique ;
ANNEXE 2	Attestation de sécurité ;
ANNEXE 3	Déclaration d'insertion par l'activité économique ;
ANNEXE 4	Relative aux volumes horaires annuels dans le périmètre des prestations programmées ;
ANNEXE 5	Bordereau de prix relatif aux prestations programmées ;
ANNEXE 6	Bordereau de prix relatif aux prestations à la demande.

L'offre doit être établie obligatoirement sur les imprimés joints au présent DCE.

Les fac-similés de signature sont acceptés.

Documents complémentaires à l'offre :

- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB avec la mention IBAN et code BIC) ;
- Une Attestation d'assurance responsabilité civile à jour .

6.2 EXAMEN DES OFFRES

Les soumissionnaires sont informés que l'acheteur examinera les offres avant les candidatures.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

6.3.1 Critères d'attribution des offres

Les critères d'attribution sont listés dans le tableau suivant :

Critères	Pondération
Prix	50%
Valeur technique	30%
Socio-responsabilité	10%
Environnemental	10%

6.3.2 Méthode de notation des offres

➤ **Méthode de notation du CRITÈRE PRIX (50 %) :**

Le critère **PRIX** sera jugé en attribuant une **note sur 20** : la note maximale sera attribuée au candidat présentant le prix le plus bas.

L'étude financière sera réalisée sur la base d'une simulation de commande reprenant le montant total annuel des prestations programmées, auxquelles seront ajoutées des prestations à la demande à partir des éléments figurant en annexe 3 au présent RC.

La note du critère PRIX est ensuite pondérée par application du coefficient de pondération fixé à **50%**.

➤ **Méthode de notation du CRITÈRE VALEUR TECHNIQUE (30 %) :**

Le critère **VALEUR TECHNIQUE** sera jugé en attribuant **une note sur 20** à partir des éléments fournis dans le mémoire technique (Annexe 1 à l'Acte d'Engagement) **et** dans l'annexe relative aux volumes horaires annuels dans le périmètre des prestations programmées (Annexe 4 à l'Acte d'engagement).

Le critère VALEUR TECHNIQUE comprend 3 sous-critères notés chacun sur 20.

Ils sont énoncés comme suit :

a) Sous-critère 1

Evaluation de l'offre technique obligatoire : portera notamment sur les exigences suivantes et dont les précisions figureront dans le mémoire technique (Annexe 1 à l'Acte d'engagement) :

- organisation mise en place pour répondre au besoin (**noté sur 5 points**) ;
- système de management et contrôle de la qualité des prestations délivrées selon le type de prestation et sa fréquence (**noté sur 6 points**) ;
- reporting et communication avec les unités bénéficiaires (**noté sur 9 points**).

b) Sous-critère 2

Volume horaire annuel du personnel œuvrant : sur la base du volume horaire des personnels œuvrant figurant à l'annexe 4 à l'Acte d'Engagement pour le périmètre des prestations programmées **noté sur 20**.

c) Sous-critère 3

Taux d'encadrement SUR SITE du personnel œuvrant par du personnel non œuvrant : sur la base des volumes horaires d'encadrement figurant à l'annexe 4 à l'Acte d'Engagement pour le périmètre des prestations programmées (*) **noté sur 20**.

(*) L'ensemble des prestations définies au CCTP doit être effectué par un nombre suffisant d'agents permanents de propreté d'agents strictement réservé à l'encadrement, permettant de réaliser les tâches nécessaires à l'atteinte de ce résultat.

La moyenne des 3 notes obtenues pour chaque sous-critère correspond à la note finale non pondérée du critère VALEUR TECHNIQUE.

Cette note sur 20 du critère VALEUR TECHNIQUE est ensuite pondérée par application du coefficient de pondération fixé à **30%**.

➤ **Méthode de notation du CRITÈRE SOCIO-RESPONSABILITÉ (10 %) :**

Le critère **SOCIO-RESPONSABILITÉ** sera jugé en attribuant **une note sur 20** sur la base des informations fournies dans le mémoire technique (Annexe 1 à l'Acte d'Engagement).

L'évaluation de ce critère portera notamment sur les exigences suivantes :

- la qualité de l'action d'insertion au profit des agents en insertion (**noté sur 7 points**) ;
- les conditions de travail des agents en charge du marché (**noté sur 3 points**) ;
- les actions mises en œuvre et moyens mis en place pour renforcer la performance sociale (**noté sur 10 points**).

La note sur 20 du critère SOCIO-RESPONSABILITÉ est ensuite pondérée par application du coefficient de pondération fixé à **10%**.

➤ **Méthode de notation du CRITÈRE ENVIRONNEMENTAL (10 %) :**

Le critère **ENVIRONNEMENTAL** sera jugé en attribuant **une note sur 20** sur la base des informations fournies dans le mémoire technique (Annexe 1 à l'Acte d'Engagement).

L'évaluation de ce critère portera notamment sur les exigences suivantes :

- respect des consignes de tri dans la structure – prestation économe en eau et énergie (**5 points**) ;
- respect des exigences de l'Ecolabel européen ou équivalent (**6 points**) ;
- mise en œuvre d'un système de management environnemental (**4 points**) ;
- utilisation de matériels et de produits de qualité écologique (**5 points**).

La note sur 20 du critère ENVIRONNEMENTAL est ensuite pondérée par application du coefficient de pondération fixé à **10%**.

Notation globale de l'offre :

Les notes pondérées des **quatre (4) critères** additionnées correspondent à la note finale pour chacune des offres.

Les offres sont ensuite classées par ordre décroissant en fonction des critères précédemment cités.

En cas d'égalité de points, les offres sont classées ex-aequo sont départagées en fonction de la meilleure note obtenue pour le critère le plus important dans l'ordre de priorité.

6.3 DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les offres sont valables cent vingt (120) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres.

Article 7 – MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS

7.1 DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES PLIS

Les plis devront être transmis avant le **25/09/2025 à 15h00**.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

7.2 CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des candidats ;
- foire aux questions ;
- outils informatiques.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

➤ Présentation des dossiers et format des fichiers :

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

L'ensemble des fichiers de l'offre seront à déposer dans un répertoire zippé avant de le déposer sur PLACE.

L'outil zip est en libre téléchargement depuis PLACE entreprise sur Accueil/aide/Outils informatiques.

Le répertoire sera constitué de deux dossiers : un dossier identifié « CANDIDATURE » contenant les documents relatifs à la candidature et un dossier identifié « OFFRE » contenant les documents relatifs à l'offre.

Une version Excel de la déclaration des volumes horaires et des différents bordereaux de prix (Annexes 4 à 6 à l'Acte d'engagement) devra être jointe à l'offre en complément de la version PDF.

➤ Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

➤ Copie de sauvegarde :

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Conformément à l'article **R. 2132-11 du code de la commande publique**, cette copie de sauvegarde est transmise à l'acheteur, aux choix du candidat :

- Soit sur support papier ou sur support physique électronique auquel cas placé dans un pli comportant les mentions suivantes :
 - « Copie de sauvegarde » ;
 - Intitulé de la consultation ;
 - Nom ou dénomination du candidat.

Et envoyée uniquement à l'adresse suivante :

Plate-forme Commissariat Est
Division Achats Publics
10, rue d'Asfeld – CS 82004
57044 METZ CEDEX 1

- Soit par voie électronique à l'adresse courriel suivante :

pfc-est.resp-pil-prog.fct@intradef.gouv.fr

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas prévus à l'article **2-II de l'arrêté du 22 mars 2019** fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu

être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions **des articles R. 2184-12 et suivants du code de la commande publique**. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

➤ Antivirus :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre électronique. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est ouvert. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

En cas de soumission à plusieurs lots, le dépôt devra être groupé pour l'ensemble des lots.

Article 8 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

8.1 DOCUMENT À FOURNIR

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir ces justificatifs et moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Conformément à l'**arrêté du 22 mars 2019** fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, et lorsque le profil d'acheteur le permet, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché, n'est pas tenu de fournir le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales.

En cas d'impossibilité de se procurer les certificats ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir dans un délai fixé, dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- l'ensemble des justificatifs et moyens de preuve relatifs à l'aptitude et aux capacités du candidat ;
- le cas échéant, les pièces prévues **aux articles R. 1263-12 du code du travail** et relatives aux travailleurs détachés ;
- le cas échéant, les pièces prévues **aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail** et relatives aux travailleurs étrangers ;
- le cas échéant un certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue **aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail** ;
- le cas échéant le certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries ;
- en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- un ou des relevé(s) d'identité bancaire mentionnant le code IBAN.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

8.2 MISE AU POINT

Il peut être demandé au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché de clarifier les aspects de son offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre.

8.3 SIGNATURE DU MARCHÉ

Seul le candidat retenu est tenu de signer les documents du marché. L'acte d'engagement (modèle ATTRI 1) lui sera adressé dans le courrier lui demandant les documents à fournir (Cf. article 8.1 du présent RC).

Il est rappelé que ces documents ne peuvent être signés que par une personne en capacité d'engager l'opérateur économique.

L'acte d'engagement (modèle ATTRI 1) doit être retourné avec une signature électronique en respectant les exigences prévues par l'annexe 1 relative aux MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE du présent règlement de consultation.

A défaut, les documents seront considérés comme non signés.

Si le candidat retenu ne peut signer l'acte d'engagement dans le délai qui lui sera imparti dans la lettre d'envoi de l'acte d'engagement, il sera éliminé et la même demande sera adressée au candidat suivant dans l'ordre de classement des offres.

Article 9 – LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

Article 10 – CONTENTIEUX

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le :

<p>Tribunal administratif de NANCY 5 Place de la carrière Case officielle 20038 54038 NANCY Tél. : 03.83.17.43.43 - Fax : 03.83.17.43.50 Courriel: greffe.ta-nancy@juradm.fr</p>

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- référé précontractuel (**article L.551-1 du Code de Justice Administrative (CJA)**), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat ;
- recours pour excès de pouvoir contre un acte détachable du contrat (**article R.421-1 et suivant du CJA**) dans un délai de **deux (2) mois** à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée. Avant la conclusion du contrat, seule la déclaration d'infructuosité ou sans suite peut faire l'objet d'un tel recours ;

- référé contractuel (**article L.551-13 du CJA**) dans un délai de **trente-et-un (31) jours** à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou à défaut d'un tel avis, dans un délai de **six (6) mois** à compter de la conclusion du contrat) ;
- recours en contestation de validité du contrat (recours de pleine juridiction prévu par la décision du conseil d'état du 16 juillet 2007, société Tropic Travaux Signalisation, n°291545) assorti, le cas échéant de conclusions indemnitaires, dans un délai de **deux (2) mois** à compter de la publicité de la conclusion du marché ;
- recours indemnitaire (**article R.421-1 et suivants du CJA**), dans les **deux (2) mois** à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale.

Article 11 – ANNEXES AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Un dossier nommé « annexes au RC » contenant les annexes suivantes est disponible en téléchargement :

ANNEXE 1	Modalités de signature électronique ;
ANNEXE 2	Attestation de visite ;
ANNEXE 3	Estimation des commandes ;
ANNEXE 4	Reprise du personnel ;